



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Le garde des Sceaux
ministre de la Justice**

Paris, le

16 JUIL. 2026

Mesdames et Messieurs du ministère de la Justice, magistrats, greffiers, agents pénitentiaires, éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse, chers agents,

Vous connaissez, mieux que personne, la demande de Justice, qui ne cesse de croître dans notre pays. Les Français attendent une justice plus rapide, qui protège les plus vulnérables, qui ne faiblit pas devant le narcotrafic et les violences faites aux femmes et aux enfants, et qui veille à ce que les victimes soient entendues, respectées et accompagnées.

Ces attentes, le Gouvernement les a entendues. Dans une période d'extrême contrainte budgétaire sans précédent pour les finances publiques, où chaque ministère est appelé à faire des économies importantes, l'effort de redressement des comptes publics ne pèsera pas sur le ministère. Au contraire, le service public de la Justice bénéficiera de moyens nouveaux très importants et inédits en 2027. C'est un choix politique fort, que j'ai porté afin de soutenir votre engagement au quotidien.

Le ministre des Comptes publics vient en effet de notifier à notre ministère son budget prévisionnel pour 2027. Il s'établit à 11 milliards d'euros, soit 460 millions d'euros de plus qu'en 2026, bien au-delà de ce que prévoit la loi de programmation de la justice pour l'annuité 2027. C'est le budget le plus important jamais par la Chancellerie.

Il prévoit également la création de 1 400 emplois (ETP) supplémentaires, dont 680 ETP pour l'administration pénitentiaire, 620 pour les services judiciaires (dont 287 magistrats), 50 pour la protection judiciaire de la jeunesse, mais également, pour la première fois, 50 emplois affectés à nos services numériques. La protection des enfants, au regard de la révélation massive de violences sexuelles sur mineurs, nécessitera en particulier de poursuivre l'augmentation du nombre de magistrats spécialisés en matière de mineurs, pour atteindre la cible de 100 postes supplémentaires par rapport à 2024.

C'est un résultat historique, obtenu dans des conditions budgétaires où chaque euro supplémentaire a dû faire l'objet d'arbitrages. En 2027, les dépenses de l'Etat augmentent moins vite que l'inflation, le budget du ministère de la Justice représente donc une exception remarquable.

Ces moyens supplémentaires, nous savons exactement à quoi ils serviront. Pour les agents pénitentiaires, j'ai notamment obtenu dès cette année le versement d'une prime d'encombrement de 300 euros par an. Ce n'est pas une somme symbolique : c'est la reconnaissance, enfin traduite en acte, de ce que vous vivez au quotidien dans des établissements qui accueillent aujourd'hui près de 90 000 détenus — un niveau jamais atteint. Pour l'ensemble des autres personnels du ministère, 5 millions